

POUR UNE RENTRÉE DE LUTTE DES CLASSES

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et en maths en 6^e et 5^e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1^{er} octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Lundi 2 septembre 2024



Ecoles : les galères reprennent

Les IRTS se réveillent avec le flux des galères que nous ne connaissons que trop bien : de nouveau les recherches de stage, de nouveau les signatures informatiques avec le partage des données aux entreprises privées, de nouveau des difficultés liées aux coupes budgétaires dans l'ensemble du secteur social.

C'est ce qui avait mis en mouvement les étudiant.es de nombreuses écoles ces dernières années : à Échirolles, à Nantes, à Montrouge, Paris, Versailles, etc. L'ambiance politique donne le ton : il sera nécessaire de lutter encore plus fort et plus nombreux-ses !!

**RÉUNION PUBLIQUE
EXTRÊME-DROITE, CLIMAT, GUERRE...
FACE AU CAPITALISME
URGENCE REVOLUTION**

**JEUDI 19 SEPTEMBRE
18H - ARSH (CAMPUS SMH, ARRET BU)**

Plan de licenciement à la PJJ, les agent.es répondent et ne se laissent pas faire !

Le 14 août et le 29 août, les agent.es et contractuel.les ont fait grève pour dénoncer le plan social prévu par la direction de la PJJ. Les contrats de 500 contractuel.les ne seront pas renouvelés au 1er septembre malgré le déblocage de 3 millions d'euros débloqués à l'issue de la grève du 14 août. Ces plans de licenciement ont déjà existé et il est évident que cette politique va continuer. A quand un tous ensemble pour s'assurer que le travail social ne soit pas mis plus à mal qu'il ne l'est déjà ?

Le SEGUR pour tous ? Vraiment ?

Les syndicats ont finalement signé l'accord miroir débloquant la prime SEGUR pour l'ensemble des salarié.es du secteur social associatif, avec rétroactivité au 1/1/24. Il s'agira de s'assurer que celle-ci soit vraiment versée partout et surtout que le financement soit pérennisé sans qu'il vienne mettre

en danger emplois et conditions d'accompagnement. Parallèlement il nous faudra continuer de nous battre pour assurer que nos conditions de travail ne soit pas mises en danger par la prochaine CCUE.

Rappelons que la lutte pour le Ségur devra se poursuivre pour les collègues dans la fonction publique d'Etat !

Patronat/Protection de l'enfance, une relation toxique

Alors que le secteur social est attaqué par gouvernement et patronat, ceux sont les mêmes qui aiment à dire qu'ils veulent dénoncer les conditions de vie et d'accueil des jeunes que nous accompagnons en appelant à une manifestation le 25 septembre. A qui ces démonstrations de rue s'adressent-elles puisque c'est eux qui décident avec quels moyens nous pourrions accompagner les jeunes ? La protection de l'enfance est à défendre, en toute indépendance de classe!

Des luttes à construire pour la rentrée

Pour faire face à un contexte politique qui se veut en notre défaveur il est grand temps de construire un mouvement social d'ampleur ! A commencer par se réunir en Assemblée Générale, de salarié.es, d'agent.es et d'étudiant.es pour définir ensemble les suites à donner à nos dernières victoires sur le SEGUR mais surtout se donner les moyens de renverser la table et de gagner de nouveaux droits !

Une grève interprofessionnelle a été annoncée le 1er octobre. Mais certains secteurs n'attendrons pas pour se mobiliser : le 10 septembre pour L' Education Nationale par exemple. Face à la gravité de la situation, seul un mouvement social fort pourra contrer les projets antisociaux!

2nde RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

Fin août, le NPA-Révolutionnaires a tenu ses « rencontres d'été révolutionnaires » à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne. Quatre jours de débats, échanges et ateliers, pour revenir sur ce qui a marqué l'actualité nationale et internationale de l'année, se former, partager nos expériences. Pour discuter du parti communiste, révolutionnaire et internationaliste que nous voulons construire. A retrouver sur notre youtube



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler ! Ne pas jeter sur la voie publique.